

Notion de transmission d'universalité totale ou partielle de biens, CJUE 10 novembre 2011, Finanzamt Lüdenscheid c/Schriever, C-444/10

Une personne cède le stock de marchandises et d'équipement de son magasin et assimile cette opération à une cession intégrale d'une entreprise non imposable. Simultanément, le cédant loue au cessionnaire le magasin pour une durée indéterminée avec possibilité de résiliation à court terme pour chaque partie. La Cour précise qu'il faut une appréciation globale des circonstances de fait pour déterminer si l'opération relève ou non de la transmission d'une universalité de biens. Une importance particulière doit être accordée à la nature de l'activité économique pour déterminer si les biens immobiliers peuvent ne pas faire partie de la cession. De plus, des éléments tels que la durée du bail, les modalités pour y mettre un terme sont importants, mais la possibilité de résilier un bail à durée indéterminée, moyennant un préavis à court terme, n'est pas déterminant pour conclure que le cessionnaire avait l'intention de liquider immédiatement le fonds transmis.

Principe de neutralité fiscale-Paris, loteries et autres jeux d'hasard ou d'argent, CJUE 10 novembre 2011, Rank Group C 259/10, C-260/10

Un groupe exploitant des casinos a collecté et payé la TVA relative aux prestations de jeux rendues, avant de contester cette imposition et d'en demander le remboursement. En effet, il estimait qu'il y avait une atteinte au principe de neutralité fiscale car certaines machines à sous étaient exonérées et d'autres non. Or, l'Administration justifiait sa position, en raison de la différence de régime juridique en matière de licence, contrôle et régulation de ces machines. La CJUE a jugé que le régime juridique n'a aucune incidence sur l'appréciation des produits. ► Ainsi seul le consommateur apprécie les similitudes entre les produits ou prestations de service, aucune distorsion de concurrence n'est à établir. Cet arrêt fait écho à une jurisprudence du Conseil d'Etat « Scté Laboratoire Juva Santé » du 9 novembre 2011, concernant des médicaments n'ayant pas bénéficié d'une autorisation de mise sur le marché. Dans cette affaire, le Conseil d'Etat avait retenu une appréciation différente du principe de neutralité fiscale, puisqu'il avait apprécié la similarité du produit en retenant pour critère la distorsion de concurrence. Les principes dégagés par l'arrêt de la Cour peuvent aussi servir d'exemple pour défendre l'application du taux de 7% au livre numérique, comme pour le livre papier.

Régime du répondant TVA, CJUE 15 décembre 2011, Commission Européenne C/République Française-C-624/10

La Cour a jugé que la tolérance du « répondant fiscal » prévue par l'instruction 3 A-9-06 du 23 juin 2006 lors de la mise en place du régime d'autoliquidation en France est incompatible avec la directive TVA en ses articles 204, 214-1, 168 et 171. Pour rappel, ce mécanisme permet à une société établie hors de France de facturer en TVA des prestations de services et des livraisons de biens à des clients immatriculés à la TVA en France sans faire jouer le mécanisme de l'autoliquidation. Cette tolérance a pour conséquence une immatriculation à la TVA de l'assujéti étranger en France et la désignation d'un répondant qui devra remplir au nom et pour le compte de l'assujéti étranger des déclarations de TVA où l'assujéti étranger peut imputer la TVA déductible relative à ses propres dépenses sur la TVA collectée pour le compte de son client. ► Il conviendra d'attendre les conséquences que l'Administration entendra tirer de cette décision.

Cession de titres de participation, CE 30 décembre 2011, Rhodia-Chimie, n°319835

Une société cède les actions qu'elle détient dans une de ses filiales dont l'activité de fabrication de produits chimiques met à la charge de cette dernière une obligation de dépollution de deux de ses sites. A la date de la cession, le cédant et le cessionnaire s'entendent pour que le coût des travaux soit supporté à hauteur de 95% par le cédant afin que les actifs immobiliers détenus par la filiale soient estimés sans tenir compte de ces coûts. Ce n'est qu'après la cession des titres que les travaux sont engagés et facturés soit directement par les prestataires de services à la cédante, soit refacturés par la filiale à la cédante. Le CE retient que les travaux de dépollution incombaient à la filiale exploitant le site et qu'ils n'étaient donc pas nécessaires à l'exploitation de la cédante. Le CE constate aussi que le prix de vente a été fixé en tenant compte de la répercussion financière des dépenses mises à la charge de la cédante et que, dès lors, ces dépenses se rattachent à une opération exonérée n'ouvrant pas droit à déduction. Inclues dans le prix de cession, ces dépenses ne peuvent être regardées comme des frais généraux se rattachant aux éléments constitutifs du prix des opérations taxables de la mère. ► Il s'agit de l'application par le CE de sa jurisprudence « Pfizer et Thierry » de décembre 2010.

Taj
Société d'avocats
181, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
Tel : +33 1 40 88 20 50
Fax : +33 1 40 88 22 17

Michel Guichard
mguichard@taj.fr
Tél.: +33 11 55 61 66 72

Jean Claude Bouchard
jbouchard@taj.fr
Tél.: +33 1 55 61 68 37

Odile Courjon
ocourjon@taj.fr
Tél.: +33 1 40 88 29 98

Bertrand Jeannin
bjennin@taj.fr
Tél.: +33 1 40 88 71 50

William Stemmer
wstemmer@taj.fr
Tél.: +33 1 55 61 66 69

Nicolas Kazandjian
nkazandjian@taj.fr
Tél.: +33 1 40 88 24 37

Marie Manuelli
mmanuelli@taj.fr
Tél.: +33 1 55 61 64 20

Vanessa Irigoyen
virigoyen@taj.fr
Tél.: +33 1 55 61 65 28



“The full or partial assets transfer” concept, EUCJ, November 10, 2011, Finanzamt Lüdenscheid v Schriever, C-444/10

A person sells the stock and fittings of her shop to a company and considers this transaction as a non-taxable transfer of business. Simultaneously, she rents the premises in which the business had been carried out to this same company for an indefinite period. Under the terms of the agreement, the lease can be rescind within a short term period by either party. According to the Court, an overall assessment must be made in regards to the factual circumstances of the transaction, in order to determine whether it is covered by the concept of “transfer of a totality of assets”. The Court also focuses on the nature of the economic activity to decide whether real property must be included in the transfer. Moreover, some details like the duration of the lease granted and the procedure agreed for the termination of the contract must be taken into account. However, the possibility of terminating an indefinite termination lease contract by giving a short term notice does not decisively support that the transferee was willing to immediately liquidate the business.

Fiscal neutrality principle-Betting, lotteries and other forms of gambling, EUCJ, November 11, 2011-Rank group, C-259/10 and C-260/10

Although a group operating bingo clubs and casinos had declared and paid VAT on services supplied, it contested this taxation and pleaded for the repayment of this tax. Indeed, it advocated an infringement of the fiscal neutrality principle, due to the fact that some machines were exempted and some were not. However, the Administration justified its position by stating that this difference was due to the different regimes relating to the license, control and gambling regulation. According to the Court, the differences in the legal systems are not important enough to assess and compare the concerned games.

► Therefore, in order to determine whether two supplies of services are similar, the point of view of typical consumers must be taken into account, no matter what potential distortion of competition is caused. We could compare this decision with the “Scté Laboratoire Juva Santé » judgment, occurred on November 9, 2011. In this case law, the Supreme Court had a different appreciation of the fiscal neutrality principle: to consider the similarities, it applied the “distortion of competition” criterion. These principles from the EUCJ can be considered as examples to plead for the application of the same VAT rate of 7% for e-books and printed books.

Tax representative status “répondant” -EUCJ, December 15, 2011-European Commission v French Republic, C-624/10

The Court stated that the tax representative status mentioned in the Administrative Instruction of June 23, 2006 (3 A-9-06), which was a derogation to the VAT reverse charge scheme, is incompatible with the VAT directive (articles 204, 214-1, 168 and 171). As a reminder, this tolerance allows a VAT taxable foreign company not established in France to collect French VAT in the name and account of its French VAT registered client. The consequence of this scheme is the VAT registration of the foreign established company in France as well as its obligation to designate a tax representative which will need to file VAT returns in the name and account of the foreign company and offset the deductible VAT of the latter against the VAT collected in the name and account of its own customers. ► The conclusion and position of the French Tax Administration on this decision are still needed.

Sales of equity shares, Judgment of the Supreme Court, December 30, 2011-Rhodia-Chimie, n°319835

A company transferred the shares it held in one of its chemical manufacturing subsidiary. Due to this specific activity, the subsidiary was asked to clean up two of its sites to get rid of any environmental pollution. At the time of the transfer, the transferee and the transferor came up with an arrangement that up to 95% of the clean-up costs would be incurred to the transferor. The value of the fixed assets held by the subsidiary was assessed without taking into account those costs. The work only started after the shares were transferred, and was billed by the supplier of services either directly to the transferor or invoiced back by the subsidiary to the transferor. The Supreme Court notes that the cleanup activity should have been incurred by the subsidiary operating the site, and is not related to the transferor’s business activity. The Supreme Court also notes that the transfer price has been fixed by taking into account the financial impact of these charges to the transferor and therefore, these costs are related to an exempt transaction not eligible for deduction. Included in the transfer price, these expenses cannot be analyzed as general expenses related to the price components of taxable transactions of the parent corporation. ► Application of “Thierry & Pfizer” judgments in December 2010.

Taj
Société d'avocats
181, avenue Charles-de-Gaulle
92524 Neuilly-sur-Seine Cedex
Ph. : +33 1 40 88 20 50
Fax : +33 1 40 88 22 17

Michel Guichard
mguichard@taj.fr
Ph: +33 11 55 61 66 72

Jean Claude Bouchard
jbouchard@taj.fr
Ph.: +33 1 55 61 68 37

Odile Courjon
ocourjon@taj.fr
Ph.: +33 1 40 88 29 98

Bertrand Jeannin
bjennin@taj.fr
Ph.: +33 1 40 88 71 50

William Stemmer
wstemmer@taj.fr
Ph.: +33 1 55 61 66 69

Nicolas Kazandjian
nkazandjian@taj.fr
Ph.: +33 1 40 88 24 37

Marie Manuelli
rmanuelli@taj.fr
Ph.: +33 1 55 61 64 20

Vanessa Irigoyen
virigoyen@taj.fr
Ph.: +33 1 55 61 65 28